

AU SOIR D'ALGÉRIE :

est fort mal partie !»

Vous avez été, un moment, membre du Parti communiste français (PCF) durant la guerre d'Algérie et vous étiez en relation avec les milieux anticolonialistes algériens. Parlez-nous de cette période.

Effectivement ! J'ai été membre du Parti communiste français, avant d'être nommé professeur à Alger en 1952, puis j'ai été membre du Parti communiste algérien de 1952 à 1955 (date à laquelle j'ai été expulsé).

Puis j'ai quitté le Parti communiste français en 1956, après le vote des «pouvoirs spéciaux en Algérie».

A ma brève appartenance au PCA, qui m'avait demandé un petit article pour une petite revue, je dois la chance d'avoir fait la «découverte» du très grand historien maghrébin Ibn Khaldoun.

C'est un de mes maîtres sur les questions géopolitiques. Je lui ai consacré un de mes premiers livres, *Ibn Khaldoun, naissance de l'Histoire, passé du tiers-monde* (1965, Maspéro), qui a été maintes fois réédité et traduit (notam-

ment en arabe au Liban et en Syrie). Ce livre vient tout juste d'être traduit en coréen.

Entre l'Algérie et la France, le contentieux historique freine une véritable normalisation des relations bilatérales.

Les lois sur l'immigration exacerbent les tensions entre les deux pays et certains disent que la politique du président Sarkozy envers le Maghreb et l'Afrique en général est teintée de «paternalisme colonialiste».

La création de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie vient exacerber une situation compliquée et qui a poussé des parties algériennes à exiger le pardon pour les crimes commis par l'armée française durant la période coloniale.

Qu'en pensez-vous et ne faut-il pas pour la France, qui est plus avantagée que les autres puissances en Afrique, d'user de plus d'intelligence pour aborder les sujets qui fâchent et en finir une fois pour toutes ?

Les questions que vous posez sont très importantes et les réponses qu'il convient d'apporter sont fort complexes.

Début 2010, je vais publier un livre où il est beaucoup question de l'Algérie, intitulé *La Question post-coloniale, une analyse géopolitique*, (j'y parle de la «crise des banlieues», de la guerre d'indépendance de l'Algérie (en la comparant avec les autres guerres d'indépendance coloniales) et de la guerre de conquête de l'Algérie qui fut la plus longue et la plus difficile de toutes (en comparaison avec les autres conquêtes coloniales).

Vous dites qu'il faut revenir aux événements du 8 Mai 1945 pour comprendre la complexité des relations entre l'Algérie et la France et désamorcer la crise entre les deux pays...

Les événements du 8 Mai 1945 (que j'analyse longuement dans ce livre à paraître) doivent être replacés dans le contexte géopolitique de l'époque, la Seconde Guerre mondiale.

Les milieux colonialistes en Algérie avaient été très favorables à la politique du maréchal Pétain (notamment à l'encontre des juifs). Et à partir de fin 1942, ils furent très hostiles aux promesses faites à Alger par le général de Gaulle et le Gouvernement provisoire de la République française, de changer le statut des musulmans en Algérie pour leur donner de vrais droits de citoyenneté française. Ceci ne faisait évidemment pas l'affaire des milieux colonialistes qui ont saisi l'occasion de manifestations à Sétif et à Guelma pour réclamer la libération de Messali Hadj, pour déclencher, avec des troupes mises en réserve, une énorme répression (dont le général de Gaulle parti en France dès juin 1944 ne fut tout d'abord pas informé, et une commission d'enquête échoua ensuite).

Cette énorme répression étendue à l'ensemble de l'Algérie fut un moyen de briser (provisoirement) le mouvement national algérien et rendre possible l'instauration en 1947 d'une pseudo-autonomie de l'Algérie (avec les deux collèges inégaux pour une soi-disant Assemblée algérienne).

Vous soutenez que le savoir géographique peut servir à un Etat pour faire la guerre. Pouvez-vous nous citer des exemples actuels en ce sens ?

Le raisonnement géographique, s'il est mené avec le souci de son efficacité, est un moyen d'action qui rend possibles les conquêtes coloniales, mais aussi la victoire des guerres d'indépendance.

On écarte souvent la société civile comme acteur déterminant dans la paix et la sécurité. D'ailleurs, la coopération est surtout d'ordre militaire. Et celle-ci a montré ses limites. Ne faut-il pas impliquer les acteurs non étatiques dans le processus décisionnel euro-méditerranéen, sans oublier qu'il faut sérieusement se pencher sur la question de



l'immigration ?

La question de l'immigration est fort complexe : j'en parle longuement dans *La Question post-coloniale*. Un très grand nombre de jeunes chercheurs, malgré les risques, à venir en France. Mais beaucoup de jeunes qui sont nés en France, après que leurs grands-pères y soient venus (y compris ceux qui avaient combattu pour l'indépendance), et qui ont des papiers d'identité français (et dont les parents touchent le «RMI» et les allocations familiales), ne se considèrent pas tellement comme Français et préfèrent se dire Arabes (ce qui n'est pas le cas des jeunes d'origine immigrée mais de culture kabyle).

La sécurité ne peut être établie que dans un monde plus juste et plus tolérant, et cela passe d'abord par une justice économique, d'où un partage équitable des richesses. Partagez-vous cette opinion ?

Je ne sais pas comment on fait «un partage équitable des richesses» au plan national ou au plan mondial. Les théories communistes qui prétendaient réaliser cela n'y sont pas parvenues et ont mis en place durant des décennies des régimes d'oppres-

sion politique dont les conséquences sont encore grandes (d'anciens ou d'actuels notables communistes étant devenus des capitalistes riches).

L'environnement est devenu une raison de guerre. Vous avez, à titre d'exemple, la guerre de l'eau que vous évoquez dans l'un de vos ouvrages. Pourriez-vous développer ce point pour nos lecteurs ?

On parle évidemment beaucoup des «guerres de l'eau», notamment au Moyen-Orient. Mais les rivalités sur l'eau s'ajoutent à d'autres rivalités géopolitiques bien plus difficiles à résoudre. Ainsi, le grand nombre des grands barrages édifiés par la Turquie dans la grande chaîne du Taurus (couverte d'énormes quantités de neige en hiver) permettrait de fournir en eau non seulement la Mésopotamie (Irak, Syrie) mais aussi, par de grandes et grosses canalisations, non seulement Israël et les Palestiniens, la Jordanie, mais aussi l'Arabie saoudite qui financerait ce grand programme.

Mais la réalisation de celui-ci est bloqué par le conflit israélo-palestinien, bien plus difficile à résoudre que les difficultés hydrauliques.

F. H.

Parcours d'Yves Lacoste

Yves Lacoste, professeur émérite à l'Université Paris-VIII, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont le *Dictionnaire de géopolitique, Vive la nation destin d'une idée géopolitique*. Il est aussi lauréat du prix Vaubin Lud, décerné lors du Festival international de la géographie en 2000. Il est à l'origine d'une refondation et d'une démocratisation de la géopolitique.

En 1976, il fonde *Hérodote*, revue de référence en matière de géographie et de géopolitique. Il enseigne également à l'Institut français de géopolitique, qu'il a également fondé.

Après une jeunesse au Maroc (son père est géologue), il fait ses études en France et se rend en Afrique du Nord au début des années 1950, avec sa femme, l'ethnologue Camille Lacoste-Dujardin, travaillant sur la question des Berbères.

Membre alors du PCF (jusqu'en 1956), Yves Lacoste est en relation avec les milieux anticolonialistes algériens. Sous la direction de Jean Dresch, il effectue en Algérie sa thèse d'Etat.

De retour en France en 1955, il enseigne à l'université, notamment au début des années 1960 à l'université de Vincennes. Avec son ouvrage *La Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, particulièrement

remarqué, il entreprit de réintroduire l'étude de la géopolitique en France en la débarrassant notamment de son injuste image de «science nazie».

Cet ouvrage est issu de son séjour en juillet 1972 au Vietnam où il signe, à son retour, un article dans l'édition du 16 août 1972 du *Monde*, en accusant les Etats-Unis d'avoir bombardé les soubassements des digues des deltas du fleuve Rouge dans le but de provoquer la destruction du barrage lors des crues de l'automne, cela afin de mettre sur le compte de «catastrophe naturelle» les victimes des inondations.

Dans cet article, il affirme que le savoir géographique peut servir à un Etat pour faire la guerre. Il ajoute à la géographie les concepts de territorialité et de représentation (idées, perceptions, imaginaires collectifs).

Yves Lacoste est membre du comité scientifique des revues *Nordiques* et *Géoeconomie*.

Parmi ses ouvrages, on citera *Les Pays sous-développés, Géographie du sous-développement, Ibn Khaldoun-Naissance de l'histoire du tiers-monde, Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui, L'Eau dans le monde : les batailles pour la vie, Géopolitique de la Méditerranée*.